



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 8 MARS 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Information publique :

La MONUSCO a officiellement remis, le vendredi 3 mars 2017, une sirène d'alerte à longue portée, en cas d'éruption volcanique, à l'observatoire volcanologique de Goma (OVG) en présence du gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, et du chef de bureau de la MONUSCO, Daniel Ruiz.

Cette cérémonie de remise de don est intervenue après la clôture de l'atelier portant sur l'amendement et la validation du plan d'organisation des secours en cas d'éruption volcanique.

C'est le gouverneur de la province du Nord Kivu, Julien Paluku qui a procédé à l'essai d'activation de cette sirène qui a pour rôle, en cas d'éruption volcanique, de lancer l'alerte en vue de la mise en exécution du plan d'organisation des secours. C'est une sirène à longue portée pouvant aller jusqu'à 6 km à la ronde.

« Tous nos spécialistes, a déclaré M.Paluku, viennent de confirmer qu'il y a maintenant ce signal en cas d'éruption volcanique », une fois l'alerte sonnée « chacun évacue calmement ses biens et la personne qui est habilitée à donner l'alerte, c'est le gouverneur de Province », a-t-il poursuivi.

En effet, les « Gomatraciens », nom donné aux habitants de la ville de Goma, ont encore en mémoire l'éruption volcanique de 2002 qui avait entraîné de nombreuses pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels, l'inexistence, etc. à l'époque, d'un dispositif d'organisation des secours avaient largement contribué à l'aggravation de la situation.

C'est dire donc toute l'importance de l'adoption, ce vendredi 3 mars, de ce plan d'organisation des secours et de l'installation de cette sirène d'alerte qui, avec tous les contours logistiques ; par exemple : les détecteurs, aura

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

coûté à la MONUSCO la somme d'environ 200.000 dollars américains. Un geste de générosité et un appui important de l'institution onusienne, hautement appréciée tant par les autorités que par la population.

Le contingent Malawite, composante de la Brigade d'intervention de la Force de la MONUSCO, a reçu la médaille des Nations Unies, en présence du Maire de la ville de Beni et de leaders traditionnels. Déployés dans le nord du territoire de Beni depuis 9 mois en soutien à l'opération conjointe Usalama 2, ce sont huit cent cinquante (850) soldats Malawites, hommes et femmes, qui ont été décorés.

Ces hommes et ces femmes ont notamment été décisifs dans l'opération conjointe MONUSCO-FARDC qui a permis de conquérir le camp Garlic, où se terraient les présumés rebelles de l'ADF.

En Ituri, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO, en partenariat avec l'ONG « AJADEC », en collaboration avec le président du tribunal pour enfant, ont procédé officiellement au lancement du projet de construction et équipement du bureau de tribunal pour enfants, qui sera logé dans l'enceinte du Tribunal de grande instance de l'Ituri.

Financé par la MONUSCO à hauteur de 37.529 dollars américains, ce projet vise à mieux prendre en charge les droits de l'enfant en matière de justice.

Sur un autre chapitre, la MONUSCO procède actuellement à la réhabilitation du tronçon routier entre le Burundi et la RDC à Uvira. Les travaux qui vont durer 50 jours ouvrables ont été officiellement lancés hier mardi 7 mars 2017, par le Chef du Sous-bureau de la MONUSCO-Uvira et l'Administrateur de territoire.

Ils sont entièrement financés sur fonds propres de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC, MONUSCO. C'est la Compagnie des ingénieurs chinois de la MONUSCO qui assure ces travaux de réhabilitation, sous la supervision de l'Office des Routes Congolais.

Le tronçon routier qui relie le Burundi à la République démocratique du Congo au départ du Rond-point de Kavimvira à Uvira au Sud-Kivu ne fait à peine que 6 kilomètres. Mais son état de délabrement très avancé fait que pour parcourir cette courte distance en voiture ou moto, les usagers mettent parfois 30 minutes ! Plus, en cas de pluie. Une éternité, surtout pour des cas d'urgence ou pour les nombreux opérateurs économiques qui l'empruntent quotidiennement. Car cette route revêt une importance socio-économique vitale pour les deux pays.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Point sur le soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral en République démocratique du Congo :

Le soutien des Nations Unies à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se poursuit dans le cadre des opérations de révision du fichier électoral.

Au total, ce sont 2 600 tonnes de matériel électoral composé de kits bureautiques, kits d'enregistrement, cartes d'électeurs et générateurs qui ont déjà été transportées par des avions cargos Iliouchine 76 et C-130 Hercules de la MONUSCO sur près de 150 vols au départ de Kinshasa et Mombasa (Kenya) vers 16 hubs (grandes villes dans les provinces).

Par ailleurs, des hélicoptères MI-8 ont déjà effectué plus de 250 rotations entre les hubs et les antennes afin de livrer le matériel dans les territoires difficiles d'accès.

A ce jour, la MONUSCO a déployé l'intégralité des équipements mis à sa disposition par la CENI vers les hubs de Bukavu, Bunia, Dungu, Gemena, Isiro, Kalemie, Kamina, Kisangani, Kindu Lubumbashi et Mbandaka.

A Kananga et Mbuji Mayi, tous les équipements ont été livrés à l'exception des derniers générateurs qui sont en cours d'acheminement vers la République démocratique du Congo à partir de Mombasa.

Le déploiement du matériel de révision du fichier électoral se poursuit, par hélicoptère et par la route, dans l'aire opérationnelle numéro 4 qui regroupe les provinces du Kongo central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe et Kinshasa.

Les Nations Unies, et notamment la MONUSCO, sont plus particulièrement chargées d'assurer le transport aérien du matériel de révision du fichier électoral depuis Kinshasa vers 16 hubs et vers les antennes particulièrement difficiles d'accès, soit la moitié des 215 antennes réparties sur l'ensemble du territoire congolais.

Le soutien de l'Organisation des Nations Unies au processus électoral est décrit dans la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. Il s'agit, d'une part, d'apporter une assistance technique et un soutien logistique aux opérations de révision du fichier électoral actuellement en cours, et d'autre part, de promouvoir un processus électoral inclusif, crédible et transparent via les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités de l'Equipe-pays

Points clés de l'intervention de Mme Awa Seck, Représentante d'ONU-Femmes en RDC, à l'occasion de journée internationale des femmes célébrée le 8 mars :

- Officialisée par les Nations Unies en 1977, la journée internationale des femmes trouve son origine dans les luttes des ouvrières et suffragettes du début du XXe siècle, pour de meilleures conditions de travail et le droit de vote.
- La Journée internationale des femmes est l'occasion de dresser le bilan des progrès réalisés, d'appeler à des changements et de célébrer les actes de courage et de détermination accomplis par les femmes ordinaires qui ont joué un rôle extraordinaire dans l'histoire de leur pays et de leur communauté.
- Thème 2017 : « Les femmes dans un monde du travail en évolution : une planète 50 - 50 d'ici à 2030 »

Le monde du travail est en train de changer, ce qui entraîne des implications importantes pour les femmes. D'une part, la mondialisation et la révolution technologique apportent de nouvelles opportunités. D'autre part, l'informalité croissante du travail ainsi que des salaires et des revenus instables ou encore de nouvelles politiques fiscales et commerciales ont aussi des effets sur l'autonomisation économique des femmes.

À l'occasion de l'édition 2017 de la Journée internationale de la femme, ONU-Femmes - l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes - exhorte toutes les parties prenantes à « Franchir le pas » vers l'égalité entre les sexes pour une planète 50-50 en 2030.

- D'ici à 2030, conformément à l'objectif de développement durable 4 (éducation de qualité pour tous), tout doit être mis en œuvre pour que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile ; faire en sorte également que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire ; mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ; éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation ; éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.
- Appel à candidature à toutes les femmes leaders de la RDC pour la réalisation de l'annuaire des femmes leader de la RDC : Responsable politique, fonctionnaire avec de hautes responsabilités, avocat, juge, journaliste, responsables dans la société civile, le monde académique, les entreprises publiques, les organisations internationales, les ONG ou encore chef d'entreprise ? Faites-vous connaître pour intégrer le premier annuaire des femmes leaders en RDC produit par ONU-FEMMES. Contact téléphone : +243 826291154 et courriel : hornella.ndeni@unwomen.org.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les femmes qui manifesteront leur intérêt seront mises en contact avec les différents points focaux partenaires dans le pays. Leurs coordonnées, profils, domaines d'activité, géolocalisation et photos seront enregistrés via une application sur téléphone mobile et intégrés à une base de données.

OCHA : Allocation de plus de \$US 5 millions du Fonds Central d'intervention d'urgence

Face à l'ampleur alarmante de la crise qui sévit au Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental, le Fonds Central de réponse d'urgence (CERF) des Nations Unies a alloué la semaine dernière une enveloppe de 5 millions de dollars US pour couvrir les besoins de plus de 108 000 personnes affectées par la crise.

Tous les secteurs clés ont été pris en compte dans le cadre de ce financement en veillant, toutefois, à mettre un accent particulier sur la santé et la sécurité alimentaire dans une stratégie de « sauver des vies ».

Cette première allocation permettra, entre autres, de soutenir la sécurité alimentaire de plus de 25 000 personnes; de fournir des soins et services de santé primaires, de l'eau et des services d'hygiène dans les territoires de Dibaya (Kasai Central), Kabeya Kamuanga (Kasai Oriental) et Tshikapa (Kasai). La communauté humanitaire est inquiète de voir ces trois provinces devenir un nouveau théâtre humanitaire, notamment dans un contexte financier tendu.

Le PAM célèbre la journée internationale de l'alimentation scolaire

Le Programme alimentaire mondial (PAM) célèbre la journée internationale de l'alimentation scolaire ce jeudi 9 mars sous le thème : « nourriture, culture et patrimoine ». En RDC, plus de 155 000 élèves dans 326 écoles primaires bénéficient actuellement d'un repas par jour distribué par le PAM. Ces écoles sont principalement situées dans les zones de conflits où l'on trouve de nombreuses personnes déplacées, retournées, rapatriées et réfugiées.

L'alimentation scolaire en RDC coûte 55 USD par écolier et par an. Un dollar dépensé dans ce programme est susceptible de générer encore davantage de revenus lorsque les enfants grandissent, car ils deviennent alors des jeunes adultes qualifiés et en bonne santé. Investir dans ce type de programme, c'est poser les fondements essentiels pour que les générations futures puissent croître et prospérer.

Les filles éprouvent souvent plus de difficultés que les garçons pour accéder à l'éducation : une fille sur dix dans le monde se retrouve en dehors de l'école, tandis qu'avec les garçons, ce chiffre est de un pour douze (2015 UNESCO). En RDC le programme d'alimentation scolaire a pratiquement atteint la parité en termes de bénéficiaires : on compte 49,6 % de filles bénéficiaires et 50,3 % de garçons dans les écoles assistées. Mis en œuvre en RDC depuis 2003, ce programme a incité les familles à envoyer leurs enfants dans les écoles où les repas scolaires sont distribués.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

PNUD : Lancement d'un nouveau projet de stabilisation dans le Sud-Kivu

Le Gouvernement japonais vient d'allouer un million de dollars américains pour la stabilisation sociale et la protection des groupes vulnérables au Sud-Kivu.

Les activités de ce nouveau projet, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), démarrent ce mois de mars et vont durer une année. Elles visent à relever trois défis majeurs :

- L'insécurité, le manque de cohésion sociale et de protection de la population civile vulnérable habitant la plaine de la Ruzizi;
- Les conflits sociaux avec une dimension ethnique et présentant un risque de dégradation vers un conflit armé;
- Le manque de moyens de subsistance et des perspectives économiques, touchant en particulier les jeunes avec le risque de servir de tremplin pour les groupes armés.

Le Gouvernement japonais est un partenaire important du développement de la RDC. Grâce à son financement le PNUD exécute plusieurs projets au Sud-Kivu, au Nord-Kivu et au Sud Ubangi dans les secteurs de la stabilisation, de la cohésion sociale et de la réintégration socio-économique.

PNUD : Soutien à la police de proximité à Bunia

40 cadres et agents de la Police Nationale Congolaise seront brevetés ce samedi 11 mars 2017 à l'école de Police de Bunia après une formation intense de cinq mois en police de proximité. Ces cadres et agents de la PNC ont été sélectionnés par la Direction Générale des Etudes et Formations en collaboration avec le Commissariat Provincial de la Police Nationale de l'Ituri et UNPOL.

Ces policiers bénéficieront également d'un mois de stage pour leur permettre de mettre en pratique les principes et notions appris. Cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet « Police de Proximité » soutenu par le PNUD depuis 2002. 279 policiers ont déjà été formés et déployés à Bunia ces deux dernières années.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans les parties du Centre et de l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, a été jugée sous contrôle, mais volatile, durant la semaine écoulée.

Au Kasai Central, la situation sécuritaire demeure tendue et imprévisible.

Elle a été caractérisée par des accrochages rapportés entre les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, et des éléments de la milice Kamwina Nsapu, notamment dans les localités de Ngwema et de Bilomba, situées respectueusement près de Luiza et à 110 kilomètres à l'Ouest de Kananga.

Des Casques bleus de la Force de la MONUSCO basés dans cette province, sont déployés dans les localités affectées, dans le but de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat, et de protéger les populations civiles.

Le 2 mars 2017, le Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général de Division Bernard COMMINS, a effectué une visite opérationnelle à **Kananga** afin d'évaluer la situation sécuritaire qui y prévaut, et l'action du déploiement de la Force de la MONUSCO, dans le cadre du renforcement de sa présence dans la région. Une nouvelle mission a eu lieu hier.

Par ailleurs, le 6 mars 2017, des présumés éléments de la milice Kamwina Nsapu ont tendu une embuscade aux Casques bleus de la Force de la MONUSCO en patrouille dans la localité de Bulungu, située à 41 kilomètres au Nord-ouest de Kazumba, et blessé un (01) soldat de la paix. Les troupes du bataillon Uruguayen de la Force de la MONUSCO ont riposté et repoussé les assaillants.

Le Casque bleu blessé a été évacué pour des soins appropriés.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), soutenues par la Force de la MONUSCO, ont initié la traque des éléments des groupes armés, notamment l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dans le but de mettre un terme à la recrudescence de leur activisme rapporté pendant la période sous examen.

Elles ont initié une opération visant à neutraliser des rebelles de la LRA, ayant kidnappé des civils et permis la libération de 28 d'entre eux.

Dans la province de Bas-Uélé, le 2 mars 2017, l'armée congolaise a lancé une opération de contre-attaque, visant à traquer deux factions de la LRA basées dans la région située dans le voisinage de la localité de Banda, à 131 kilomètres à l'Est d'Ango, et à libérer au moins vingt-huit (28) individus kidnappés entre les 26 et 27 février 2017 par les rebelles de ce groupe armé dans plusieurs localités.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La pression exercée par cette action de l'armée congolaise sur les éléments de la LRA, a engrangé des résultats significatifs, car le 3 mars 2017, le Point Focal de Protection basé dans la localité d'Ango, située à 340 kilomètres au Nord-ouest de Dungu, a fait état de la libération dans la localité de Nabangu (25 kilomètres à l'Ouest de Ngilima), de trois (03) individus kidnappés par la LRA.

En Ituri, la pression militaire maintenue par l'armée congolaise, avec le soutien de la Force de la MONUSCO, sur les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), a contribué à l'arrestation des éléments de ce groupe armé et à la réduction sensible de leurs exactions perpétrées au Sud du territoire d'Irumu. Le bilan de ces opérations est de sept (07) membres du FRPI capturés et cinq (05) neutralisés.

Dans la nuit du 27 au 28 février 2017, des troupes d'intervention rapide des FARDC ont été projetées dans la région d'Aveba, située à 47 kilomètres au Sud de Bogoro, et capturé un (01) élément supposé appartenir au FRPI, aux ordres du "Colonel Joël" depuis dix ans, et impliqué dans des activités de meurtres, viols et pillages.

Le 1^{er} mars 2017, des troupes de l'armée congolaise ont été rapidement déployées dans la localité de Tchanda, située à 12 kilomètres au Sud de Kagaba, repoussé des éléments supposés appartenir au FRPI, et mis un terme aux pillages du bétail et des biens domestiques.

Le 3 mars 2017, cinq (05) éléments impliqués dans le pillage de quatre-vingts dix-sept (97) vaches dans la localité de Bogoro ont été arrêtés par des militaires des FARDC, au cours d'opérations menées dans une ferme privée située dans la région de Kagaba.

L'action la plus importante a eu lieu le 4 mars 2017 où trois (03) éléments du FRPI ont été tués au cours d'accrochages avec des troupes coalisées FARDC-MONUSCO déployées en patrouille dans la localité de **Tchekele**, située à 6 kilomètres au Nord d'**Aveba**

A la même date, des éléments du FRPI ont attaqué des positions des FARDC situées à Wangolo, à 12 kilomètres au Nord d'Aveba. Les troupes de l'armée congolaise ont riposté et tué un (01) assaillant.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire jugée volatile et imprévisible, demeure cependant sous le contrôle des Forces congolaise et onusienne.

Dans le territoire de Beni, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, ses opérations militaires contre les éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dans le but de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles.

A cet effet, le 27 février 2017, grâce à la pression exercée sur l'ADF par les Forces coalisées FARDC-MONUSCO, cinq (05) civils recrutés par force par l'ADF, se sont échappés des mains de leurs ravisseurs, et présentés pour leur prise en compte au camp des FARDC de Kisiki, situé à 3 kilomètres au Sud de Mayimoya.

Cependant, le 2 mars 2017, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont tué trois (03) personnes désarmées dans la forêt de la localité de Mamundioma.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Sitôt informés, des Casques bleus de la Force de la MONUSCO basés dans la région ont été immédiatement projetés sur les lieux, dans le but de vérifier l'information, de dominer le terrain et de traquer les assaillants.

Les corps des victimes ont été évacués vers un hôpital proche.

Dans le territoire de Masisi, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, maintient la pression militaire sur les éléments réfractaires de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), dans le but de les neutraliser.

Au chapitre des reditions dans la province, du 1^{er} mars 2017 à ce jour, six (06) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **deux (02) éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura et quatre (04) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).**

Au Sud-Kivu, les Forces congolaise et onusienne agissent ensemble pour accroître la situation sécuritaire dans cette partie du pays, en dépit de l'activisme des groupes armés réfractaires, lié aux embuscades et vol de bétail, rapportés à **Kabumbe, Swima et Kiliba-Ondes.**

Au Tanganyika, la situation sécuritaire a été jugée tendue et imprévisible, suite à la persistance des conflits interethniques entre les communautés Luba et Twa.

La MONUSCO poursuit sans relâche avec les autorités congolaises, les activités visant la réconciliation de deux ethnies et la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette partie du pays.

Enfin, la Force de la MONUSCO a conduit plusieurs centaines de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et fourni plusieurs escortes soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'ONG, pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04